

**Le journal
d'Arlette
Laguiller**

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

**UNITÉ
OUVRIÈRE**
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 2243 - 29 juillet 2011 - Prix: 1 € - DOM: 1,50 €

Crise et plans d'austérité

**Ce n'est pas aux
pauvres de payer
la dette des riches**



Famine en Afrique

**Les discours hypocrites ne
remplacent pas les aides**

M 06189 - 2243 - F: 1,00 €



Leur société

- p.4 ■ Aide d'urgence : plus de personnes à la rue, moins d'aides
- ONF : suppressions de postes et suicides
- Côtes-d'Armor : sous les algues, la plage
- p.5 ■ La « règle d'or » de Sarkozy : déficit et manœuvre politique
- La chasse aux Roms continue
- p.9 ■ Rouen : non aux immeubles cercueils
- Bagnolet : expulsions par une mairie PCF, indigne !

Dans le monde

- p.6-7 ■ Dette américaine : jeux politiques et menace de krach mondial
- Espagne : mouvement des « indignés », l'apolitisme mène à l'impasse
- Chili : 2 400 mineurs en grève
- Israël : protestations contre la vie chère
- Norvège : tueur fou, idées délirantes
- p.8 ■ Corne de l'Afrique : les discours hypocrites ne remplacent pas les aides
- Côte d'Ivoire : l'impérialisme français toujours présent

Dans les entreprises

- p.9 ■ Auchan Perpignan : ouverture illégale le dimanche
- p.10 ■ Air France : le mécontentement salarial toujours là
- CAF : licenciements pour l'exemple
- RZF : la solidarité paye
- Arc International : profits revitalisés
- p.11 ■ Montupet Ingrandes : patron et travailleurs face à face
- PSA Aulnay : le beurre et l'argent du beurre
- Ed : accusée de vol de légumes et licenciée
- p.12 ■ Les militants de Lutte Ouvrière à votre rencontre

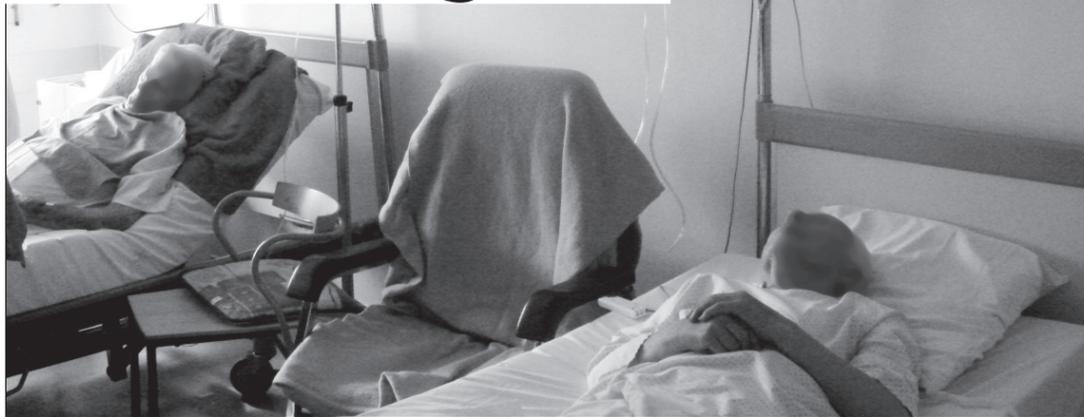
• **Financement de la Sécurité sociale**

Toujours la même rengaine

Dans un projet concernant le financement de la protection sociale présenté le 12 juillet, le Conseil économique, social et environnemental (Cese) avance des mesures destinées à « assurer l'avenir de l'Assurance maladie », pour la résorption du déficit de la Sécurité sociale.

Le Cese rappelle que les exonérations de cotisations sociales et autres cadeaux aux patrons se sont élevés à 32,2 milliards pour l'année 2009. Et il déclare même : « Si le coût de certaines exonérations et exemptions apparaît trop élevé au regard de leur impact positif sur l'emploi, des révisions partielles et/ou de bénéficiaires pourraient être examinées. » Mais les propositions retenues ne vont que dans un sens : ce sont l'augmentation de la CSG, qui représente 35 % des recettes de l'Assurance maladie, et la mise en place de la TVA sociale, c'est-à-dire des mesures qui toucheront de plein fouet les classes populaires.

Le Premier ministre Fillon déclarait le 13 juillet : « À l'automne, l'examen des budgets de l'État et de la Sécurité sociale nous conduira à des efforts supplémentaires. » Le journal patronal *Les Échos* titrait alors :



« L'exécutif prépare les esprits à de nouveaux efforts », des efforts supportés uniquement

par les classes populaires, tirant sur la corde, patrons et

gouvernements préparent aussi les esprits à la révolte.

A. R.

Une « solidarité » qui sent l'arnaque

Alors que la « journée de solidarité » instaurée en 2004 vient d'être jugée « constitutionnelle », des politiciens de droite proposent d'en instaurer une deuxième.

Le Conseil Constitutionnel a déclaré vendredi 22 juillet que la « journée de solidarité » mise en place en 2004 par Raffarin, après la canicule de l'été précédent qui avait fait des milliers de victimes, serait conforme à la constitution française. Cette journée travaillée mais non payée aurait rapporté l'an dernier environ 2,4 milliards d'euros soit, en sept ans, près de 14 milliards.

Cet argent doit normalement être versé à la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) et servir à la prise en charge de la dépendance des personnes âgées et handicapées. Mais chaque année l'État détourne une partie de l'argent récolté pour renflouer les caisses de l'Assurance maladie. Le président de l'ADPA (Association des directeurs au service des personnes âgées) assurait que 380 millions avaient ainsi été détournés en 2010.

Depuis quelques mois des députés UMP avancent l'idée d'une deuxième « journée de solidarité ». Ils sont soutenus par le Groupe des départements

de droite et renforcés par un rapport du Sénat publié au mois de février, mais aussi par la secrétaire d'État aux Solidarités Marie-Anne Montchamp, la ministre des Solidarités et de la Cohésion sociale Roselyne Bachelot et Jean-Pierre Raffarin, pour qui il s'agirait de « la solution la plus simple » pour financer l'aide aux personnes dépendantes ! D'autres élus de l'UMP évoquent un relèvement du taux de la CSG payée par les retraités.

Ces gens-là sont prêts à envisager toutes les solutions... tant qu'il n'est pas question de faire payer les patrons.

Corentin ANIATH

Versez à la souscription de Lutte Ouvrière

Il faut qu'il y ait dans ce pays des militants, un parti qui continue à défendre les idées de lutte de classe et la perspective d'une transformation révolutionnaire de la société, en un mot les idées communistes. C'est le combat que veut mener Lutte Ouvrière, un combat qui nécessite beaucoup d'énergie militante, mais aussi bien sûr de l'argent.

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte Ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux

qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : **Association de financement du parti Lutte Ouvrière** en les envoyant à l'adresse suivante : **LUTTE OUVRIÈRE BP 233 75865 PARIS CEDEX 18**

Merci aussi de nous indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit.

En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7 500 euros par an, donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'association de financement du parti Lutte Ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7 500 euros par an. Tout don supérieur à 150 euros doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyiste)

membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste trotskyste qui publie Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. - Tirage : 14 000 exemplaires. Impression : Rotos 93 - 3, rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil, téléphone : 01 48 14 21 65. - Commission paritaire des publications n° 1014 C 85576.

Lutte Ouvrière c/o Editions d'Avron 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Ile-de-France) c/o Editions d'Avron 153-155 Avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin. Téléphone : 01 48 10 86 20 - Télécopie : 01 48 10 86 26

SUR INTERNET

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Lutte Ouvrière
l'hebdomadaire

www.lutte-ouvriere-journal.org

Lutte Ouvrière
multimédia
 (télé, radio, CLT)

www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Lutte Ouvrière
audio

(version parlée de nos textes)
www.lutte-ouvriere-audio.org

La lettre d'information
hebdomadaire par e-mail

Abonnez-vous gratuitement

Adresser toute correspondance à :

LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18

ABONNEZ-VOUS ! à Lutte Ouvrière et Lutte de Classe

Nom :Prénom :

Adresse :

Code postal :Ville :

Ci-joint la somme de :

par chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière

ou virement postal : CCP 26 274 60 R PARIS

Tarif des abonnements	Lutte Ouvrière	Lutte de Classe
Destination :	6 mois	1 an
France, DOM-TOM	18 €	35 €
DOM-TOM avion	25 €	50 €
Europe, Afrique, Proche et Moyen-Orient	30 €	60 €
USA, Canada	35 €	70 €
Autre Amérique, Asie, Océanie	43 €	85 €

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

Ce n'est pas aux pauvres de payer la dette des riches...

Les chefs d'État d'Europe sont contents. Ils prétendent une fois de plus avoir sauvé tout à la fois la Grèce et l'euro. Les actionnaires sont contents eux aussi, à en juger par la remontée des prix des actions en Bourse.

Mais l'écrasante majorité de la population de la zone euro n'a aucune raison d'être contente. Pas les classes populaires de la Grèce qui constatent que, chaque fois que l'on prétend les sauver, s'aggrave la politique d'austérité qu'on leur impose.

Les classes populaires de France ou d'Allemagne n'ont pas plus de raisons d'être contentes. Les États européens ont décidé d'une caisse de secours commune, chacun prélevant l'argent sur son budget. Fillon a chiffré à 15 milliards ce que cela coûtera au budget de la France. Somme qui sera empruntée aux banques, aggravant la dette de l'État.

«Le coût de la solidarité entre pays d'Europe», osent-ils prétendre. Mais pas un sou de cet argent n'ira à la Grèce, et encore moins à ses classes exploitées. Les 150 milliards sont destinés aux banquiers et à ceux, groupes ou particuliers capitalistes, pour le compte de qui ils spéculent.

Les banques ont trouvé le bon filon en prêtant de l'argent aux États. Y compris aux plus endettés comme la Grèce. Mais c'est précisément parce qu'un État est très endetté que les banques peuvent lui imposer des taux d'intérêt particulièrement élevés, jusqu'à 20% pour la Grèce et presque autant pour le Portugal. L'usure est aussi ancienne que les créanciers, et chacun sait que plus l'emprunteur est pauvre, plus le créancier peut exiger un taux d'usure. Cette spéculation sur les dettes des États rapporte gros. Aux banques comme aux groupes capitalistes et aux riches particuliers à la Bettencourt qui tirent une bonne partie de leur fortune des fonds qui spéculent pour eux.

Seulement voilà, tout ce beau monde veut avoir le beurre ET l'argent du beurre. C'est l'éventualité qu'un État ne puisse rembourser qui est censée justifier les prêts d'usurier. Mais les prêteurs veulent quand même la garantie qu'ils seront remboursés.

L'État grec est incapable de donner cette garantie ? Du coup, tous les États européens se sont cotisés avec l'argent de leurs contribuables pour la cagnotte commune desti-

née à racheter aux banques contre de l'argent sonnante et trébuchant les reconnaissances de dettes de l'État grec.

Comment financer cette cagnotte ? On prendra de l'argent sur les salaires, sur les retraites, sur les protections sociales, sur les services publics.

Il y a trois ans, lors de la crise financière de 2008, les États s'étaient tous endettés jusqu'au cou pour mettre de l'argent à la disposition des banquiers.

On nous refait le même coup aujourd'hui. Pendant que les dirigeants politiques font mine de maugréer contre la spéculation, les spéculateurs sont d'autant plus encouragés qu'ils savent que, même si leurs spéculations tournent mal, les États les rembourseront. Dans ce PMU pour riches, si on gagne, on empoche, si on perd, on est remboursé !

La seule politique juste face à la nouvelle crise financière qui menace serait d'exproprier les banquiers et de soumettre les banques à un contrôle strict. Ce n'est pas au profit des travailleurs, des chômeurs, des retraités, que l'État a accumulé une dette fantastique. C'est au profit des banquiers et de leurs donneurs d'ordres. C'est à eux de la rembourser, et pas à ceux qui n'y sont pour rien !

Mais aucun des grands partis politiques ne propose cette politique. Pas ceux qui sont au pouvoir, Sarkozy et les siens. Mais pas plus le PS dans l'opposition. Au contraire, les deux principaux candidats virtuels du PS, Hollande et Aubry, rivalisent pour se montrer partisans d'une politique de rigueur, c'est-à-dire une politique d'austérité pour les classes populaires. Quitte à compromettre leurs chances dans leur électorat, ils tiennent à rassurer la bourgeoisie que ses placements d'argent seront honorés, intérêts d'usurier compris, bien que cela signifie étrangler plus encore les classes populaires.

Que ce soit Sarkozy qui gagne à l'élection présidentielle ou son adversaire socialiste, ce sera aux salariés, aux pauvres, de payer. Et il en sera inévitablement ainsi jusqu'à ce que les classes populaires se décident à taper sur la table et assez fort pour que la classe capitaliste réalise qu'elle n'a pas seulement affaire à des dirigeants politiques, interchangeables dans l'obéissance aux riches, mais à toute la classe des exploités qui en a assez de payer pour une classe privilégiée irresponsable et pour une économie capitaliste débile.

Quand les prix augmentent, salaires, retraites et allocations doivent suivre

Pas revalorisé début juillet, pour cause d'inflation annuelle de 1,9% – elle aurait dû pour cela atteindre 2%, le smic ne le sera pas non plus début août : l'inflation n'est officiellement « que » de 1,96%.

Pourtant, les prix augmentent pour les consommateurs, et pas qu'un peu !

Les augmentations récentes, au 1^{er} juillet, présentées comme traditionnelles parce qu'on nous les impose chaque année, ont fait grimper le budget transport, déjà alourdi par les hausses des réparations

automobiles et des pièces détachées (respectivement + 35% et + 30% en dix ans) ; le train, les transports en région parisienne, le carburant, sont surtout en cause. Si le gaz reste au même prix (jusqu'au 1^{er} octobre) l'électricité a grimpé d'un seul coup de 2,9%, ce qui signifie une hausse de 6,4% de juillet 2010 à juillet 2011.

Du point de vue de l'alimentation, il n'a pas été nécessaire d'attendre l'été pour ressentir la hausse de la plupart des prix, et la flambée de certains. Selon l'Insee, en un an, le café a augmenté de 10,1%, l'huile et la margarine de 5,1%, les boissons gazeuses, jus et sirops,

de 4,2%, et la brusque montée du prix du sucre servira vraisemblablement de prétexte à d'autres hausses de prix.

Si les buveurs de café et de jus de fruits ont dû déboursier plus, ou diminuer leur consommation, que dire des basiques que sont les produits laitiers et les œufs, en hausse de 3,1%, la viande, en hausse de 2,8%, le pain et les céréales, en hausse de 2,2%, toujours en un an ?

Ces augmentations de l'alimentation – 2,3% en moyenne entre décembre 2010 et mai 2011, moins de six mois – ne prennent pas en compte celles de nombreux services, et encore moins celles des hébergements et des

campings, pour ceux qui ne font pas partie des 45% qui ne peuvent partir du tout en vacances ! Les uns comme les autres auront déjà eu la mauvaise surprise, dans les rayons des grandes surfaces, de constater que les fournitures scolaires ont augmenté, elles aussi. Le prétexte invoqué est la hausse du papier, 40% cette année. Les engagements du gouvernement sur la stabilité des prix des fournitures auront fait long feu : le panier dit « économique » pour un enfant d'âge scolaire n'augmente « que » de 18%, tandis que le panier « classique » est en hausse de 27%, cartable non compris, on supposera que le vieux sera encore utilisable. En

2010, il fallait déjà déboursier 118 euros pour un enfant entrant au cours préparatoire et 821 euros pour un élève entrant en seconde technologique.

On a également déjà oublié, trois mois après son lancement médiatique, le « Panier des essentiels », gadget gouvernemental censé apprendre aux mères de familles comment dépenser autant en achetant des produits bas de gamme.

Ce qu'on ne risque pas d'oublier, en revanche, c'est le chômage massif qui fait pression pour maintenir les salaires au plus bas, et les paies largement insuffisantes à la fin du mois.

Viviane LAFONT

• Aide d'urgence aux plus démunis

Plus de personnes à la rue et moins d'aides

La démission de Xavier Emmanuelli, fondateur et président du Samu social de Paris depuis 1993, faisant suite aux protestations du personnel du Samu et de plus de trente associations, a mis en lumière la politique de restriction de l'État vis-à-vis des plus démunis. En mai dernier, le gouvernement a en effet annoncé des réductions drastiques du budget alloué à l'hébergement d'urgence, en particulier la suppression du financement de 4 500 nuits d'hôtel par le Samu social.

Le Samu social, créé pour secourir les personnes sans logis, s'occupe, en plus des « maraudes », des rencontres avec les SDF et aussi du 115, ce numéro d'appel gratuit que les personnes qui se retrouvent sans domicile peuvent composer pour obtenir un hébergement. En 2009, les équipes

mobiles du Samu social ont effectué près de 40 000 « rencontres » et le 115 a répondu à plus de 400 000 appels. C'est dire le nombre de personnes qui se retrouvent brutalement sans rien, sans même un toit.

Financé à 92 % par l'État, le Samu social subit, comme la plupart des associations depuis

des années, la politique d'économies du gouvernement dans ce domaine. Mais ces derniers mois l'aide aux plus démunis est devenue encore plus difficile, voire impossible. Le financement de l'hébergement en hôtel a ainsi été amputé de 25 %. Le 30 juin dernier, c'est le seul centre d'hébergement en hôtel accueillant des femmes, le centre Yves-Garel, situé dans le 11^e arrondissement de Paris, qui a été fermé.

D'après une enquête de la Fédération nationale des associations d'accueil et de réinsertion sociale (FNARS), sur 1 701 demandes faites auprès du 115 hors Paris en une seule

journée, les deux tiers n'ont pas donné lieu à un hébergement et « la principale raison évoquée pour expliquer le refus était le manque de places disponibles ». L'enquête montre en outre que dans 81 % des cas, la réponse négative a concerné des couples avec enfants.

Le secrétaire d'État au Logement, Benoist Apparu, a eu le culot de répondre que le gouvernement défendait « une nouvelle stratégie » basée sur le « principe du logement d'abord », qui ne serait « pas forcément totalement partagé par Xavier Emmanuelli », celui-ci étant dans la logique de l'aide d'urgence ! Mais en

fait les possibilités de logement d'urgence sont supprimées sans que les fameux logements définitifs soient là, au point que maintenant des familles se trouvent réduites à solliciter un hébergement dans les services d'urgence des hôpitaux. Ainsi, à l'hôpital Robert-Debré à Paris, il n'y avait que quatre ou cinq demandes de ce type il y a un an, et aujourd'hui cinq par semaine.

La « stratégie » du gouvernement des Apparu et Pecresse est d'abord de faire des économies aux dépens des plus pauvres, quitte à les laisser dans la rue.

Aline RETESSE



Word press

• Côtes-d'Armor

Sous les algues, la plage...

Dimanche 24 juillet et les jours suivants, de nombreux cadavres de sangliers ont été ramassés sur une plage des Côtes-d'Armor. Et ce ne sont pas les premiers cas. D'autres animaux ont déjà été trouvés morts du fait des émanations des algues vertes, qui ont aussi vraisemblablement tué deux personnes. Au 18 juillet, déjà 32 000 m³ d'algues vertes avaient été ramassées sur les plages, soit près du double de ce qui avait été ramassé en 2010 à la même période. Bref, depuis leur première apparition en 1971, les algues vertes n'ont cessé de se développer sans que cela ait pu être enrayeré de quelque façon que ce soit.

Le développement de ces algues vertes est lié à l'augmentation du taux de nitrates dans les eaux des rivières et donc dans la mer. Les experts estiment qu'une dizaine d'années seraient nécessaires pour faire disparaître ce phénomène, si la

pollution des eaux courantes par les nitrates était stoppée aujourd'hui.

Cette pollution est directement liée aux techniques agricoles et en particulier au développement de l'élevage intensif de porcs dans les régions bretonnes. L'épandage du lisier, très riche en nitrates, contribue directement à la prolifération des algues. Lors de sa visite en Finistère, début juin, Sarkozy a reconnu qu'il y avait un problème, avant de déclarer : « Il faut réduire le flux d'azote de façon ambitieuse, en associant les agriculteurs à ce mouvement, mais ça va prendre du temps. » Facile à dire, et surtout qui paiera ? Et qui bénéficiera des aides ?

Les techniques de traitement du lisier existent, qui permettraient de le rendre inoffensif pour l'environnement. Mais encore faudrait-il les inscrire dans les priorités et y consacrer les moyens matériels

et financiers nécessaires pour que, « de façon ambitieuse », rapidement, le flux d'azote responsable des dégâts puisse diminuer. Les agriculteurs ne seraient certainement pas opposés à cela, eux qui depuis des années ont été engagés dans une production intensive de porcs dont le cours, sur les marchés agricoles, s'établit en ce moment à quelque 1,28 euro le kilo alors que le consommateur le paie au moins sept fois plus cher. Car les producteurs paysans sont eux aussi coincés par les lois du marché.

À un bout de la chaîne, on a du mal à vivre de sa production et de son travail ; à l'autre bout, certaines familles ont du mal à acheter la viande en suffisance. Et entre les deux, les trusts de l'agro-alimentaire font de l'or pendant que la nature, elle, s'étouffe sous les algues vertes. Absurde, tout cela ? Non, seulement capitaliste.

Correspondant LO

• Office national des forêts

Suppressions de postes et suicides

Des agents de l'Office National des Forêts (ONF) ont manifesté leur colère lundi 25 juillet à Besançon, après le suicide d'un de leurs collègues en Haute-Saône. C'est le quatrième suicide d'un agent de l'ONF depuis le 20 juin, et le vingt-quatrième depuis 2005.

Interrogé sur ces suicides, le ministre de l'Agriculture, Bruno Le Maire, a déclaré qu'il ne fallait pas établir un « lien immédiat, systématique et un peu rapide entre les suicides et les suppressions de postes ». Et pourtant, le quatrième suicide d'un forestier, dans l'Allier, est intervenu le jour même où le conseil d'administration de l'ONF annonçait la suppression de 600 emplois supplémentaires d'ici à 2016.

Dans les dix dernières années, l'État, dont dépend l'ONF, a déjà supprimé un emploi sur cinq. Alors qu'il y avait 15 000 employés en 1986, ils ne sont plus aujourd'hui que 9 500, dont un tiers sous contrat de droit privé, ce qui augmente la charge de travail par personne.

D'autre part, le gouvernement veut favoriser les activités commerciales et faire du chiffre : les agents interrogés dans la presse disent qu'on leur demande de faire abattre plus d'arbres pour augmenter le chiffre de ventes, et non plus de le faire en fonction des besoins de la forêt. L'administration demande même de démarcher des sociétés privées pour s'occuper des pelouses, tandis que le Trésor public a évoqué la possibilité de déléguer la gestion des forêts communales à des prestataires privés.

Une charge de travail qui augmente, la crainte pour leur avenir, tout cela pèse évidemment sur les travailleurs de l'ONF – comme pour les autres catégories de travailleurs qui subissent le même sort. Et ce n'est pas en doublant le nombre d'infirmières, qui passera de dix à vingt... sur l'ensemble du territoire, que cela résoudra leurs problèmes. Là comme ailleurs, il faut embaucher massivement afin d'aboutir à des conditions de travail humaines.

Hervé BOIDET

Faites ce que je dis...

Pour aller à la conférence de Bruxelles du 21 juillet, Nicolas Sarkozy a mobilisé trois avions. Il était en déplacement la veille à Berlin avec son seul Airbus A330 – le fameux avion qui coûte 20 000 euros à l'heure de vol. Puis deux avions Falcon 7X, à 7 700 euros l'heure de vol, sont venus le rejoindre à Bruxelles. C'est plus qu'en février 2011, où il n'avait mobilisé que l'Airbus et un seul Falcon, pour pouvoir poursuivre sur un voyage privé aux USA.

Il se justifie en disant

qu'il ne peut prendre le train comme tout le monde, à cause des mesures de sécurité qui entraîneraient une gêne pour les autres passagers. Mais de là à avoir besoin de trois avions à ce prix, il y a une marge !

Tout ça pour aller signer un accord au sommet sur la zone euro à la suite duquel on expliquera aux travailleurs européens, et aux Grecs en particulier, qu'il faut qu'ils se serrent la ceinture pour rembourser les banques.

H. B.

• Sarkozy et sa « règle d'or »

Gros déficit, petite manœuvre politique

Dans une lettre du 21 juillet, Sarkozy enjoint les parlementaires de surmonter les querelles partisans pour lutter contre les déficits publics. En clair, il demande aux députés et sénateurs PS de voter sa proposition de faire entrer dans la Constitution une limite imposée au déficit des comptes publics.

En la matière, Sarkozy fait montre d'un aplomb remarquable. Certes, les déficits

se sont creusés depuis longtemps et sous tous les gouvernements, mais jamais autant et aussi vite que depuis qu'il est aux affaires. Et c'est lui qui se présente maintenant en parangon de vertu budgétaire et propose une « règle d'or » inscrite dans la Constitution ! De plus, l'exemple des États-Unis montre que cette mesure serait de la poudre aux yeux : les capitalistes ayant une soif insatiable de liquidités, les parlementaires américains discutent en effet ces jours-ci de la nécessité de

creuser la dette au-delà de ce que permet leur Constitution... faute de quoi l'État serait en cessation de paiement.

L'affaire se résume en fait à un piège tendu à son futur concurrent PS pour la présidentielle. Soit il, ou elle, accepte de renforcer Sarkozy en votant avec lui sur cette question, soit ce dernier accuse le PS de refuser de sauver les finances publiques.

Pour ce qui est du déficit public, 1 800 milliards à la fin 2010, il a été creusé depuis des

dizaines d'années pour entretenir les profits des groupes capitalistes ; il a explosé en 2008, sous Sarkozy, pour sauver ceux des banquiers ; il sert de réserve où toutes les grands trusts puisent à qui mieux mieux et vient encore d'être creusé pour protéger les avoirs des banques créancières de la Grèce.

Et cela n'est pas près de s'arrêter, quand bien même l'année 2012 verrait un changement de majorité politique, car c'est à cela que le Trésor public est destiné : faire fonctionner

l'économie, c'est-à-dire faire rentrer les profits dans les coffres des capitalistes. Reste à savoir à qui la note sera présentée, constitutionnellement ou non. Là-dessus Sarkozy comme les prétendants à sa succession sont d'accord : c'est la population travailleuse qui devrait se serrer la ceinture.

À moins qu'elle refuse et impose sa propre règle d'or : ce n'est pas aux travailleurs de payer pour les capitalistes !

Paul GALOIS

Un an de politique d'expulsion des Roms

La chasse aux plus pauvres continue

Un an après le discours du 30 juillet 2010 prononcé à Grenoble par Nicolas Sarkozy appelant à démanteler les campements de Roms et à procéder à des expulsions massives, Médecins du Monde dénonce l'aggravation de la précarité dans laquelle s'enfonce cette population.

En 2010, plus de 9 000 Roms, sur environ 15 000 présents en France, ont été expulsés, et les trois quarts des 600 à 700 campements ont été démantelés. Le gouvernement français avait promis de mettre en œuvre des moyens pour les aider une fois

de retour en Roumanie ou en Bulgarie, mais rien n'a été fait. En revanche les expulsions à répétition se poursuivent ; elles représentent même un tiers du total des reconduites à la frontière. La plupart des Roms d'origine roumaine ou bulgare

reviennent ensuite malgré tout, poussés par la misère plus grande encore qui règne dans ces pays.

Une fois en France, les Roms sont réduits à vivre dans des bidonvilles dans lesquels il n'y a souvent accès ni à l'eau, ni à l'électricité. Sur la majeure partie des terrains, il n'y a pas non plus de toilettes, ni de ramassages des déchets, ce qui entraîne des problèmes

graves de santé. La précarité des constructions de fortune dans ces bidonvilles ou ces squats entraîne de nombreux dangers : risque d'incendie, d'effondrement, d'intoxication, risques d'épidémie. Les enfants en bas âge ne sont pas vaccinés, même contre la diphtérie, le tétanos et la polio, vaccins pourtant obligatoires. La mortalité infantile est cinq fois plus importante que dans l'ensemble de la population française. Le nombre de cas de tuberculose diagnostiqués est très élevé, six cas pour 240 personnes en Seine-Saint-Denis, soit 2,5 % contre 0,03 % pour la population sur l'ensemble du département.

La politique d'expulsion systématique conduit à aggraver encore ces conditions de vie déjà extrêmement précaires.

« On vit comme des chiens, mais je veux rester en France et qu'on me donne le droit de travailler. Je suis Roumain donc citoyen européen, je ne

comprends pas pourquoi ce n'est pas possible », déclarait un habitant du camp de Roms de Saint-Martin-d'Hères, dans l'Isère, cerné par la policiers venus distribuer des avis d'expulsion à 65 adultes, le mardi 26 juillet. Cent vingt personnes vivent dans ce bidonville, toutes originaires d'un village de Roumanie détruit par les inondations il y a trois ans.

Il y a un an, Sarkozy avait justifié sa politique toute dictée par le souhait de plaire à l'électorat d'extrême droite, en désignant les Roms comme responsables des problèmes de sécurité dans le pays. Mais la menace pour les classes populaires, c'est cette politique menée par les Sarkozy, Fillon et autres qui, avec le cynisme de ceux qui défendent les plus riches, s'attaquent d'abord aux plus pauvres pour mieux pouvoir s'attaquer à tous les autres.

Aline RETESSE



Redressement d'impôts pour madame Bettencourt

Elle ne sera pas sur la paille

Entre le redressement de l'impôt sur le revenu de 2006 et 2007 et celui de l'impôt de solidarité sur la fortune, l'ISF, de 2004 à 2007, Liliane Bettencourt devrait au moins 30 millions d'euros aux impôts, selon l'hebdomadaire Marianne. Sa vérification terminée, le fisc lui réclamera sans doute encore quelque 20 millions.

Petit conseil aux contribuables : pour économiser ces 30 millions d'euros, soit plus de 2 300 années de salaire net d'un smicard, il suffit de disposer, dans quatre banques suisses, de comptes bancaires domiciliés par exemple à Singapour

et au Liechtenstein ; de sous-évaluer de quelques dizaines de millions son île aux Seychelles, sa bicoque de 25 pièces à l'Arcouest face à l'île de Bréhat, sa cabane à Majorque, son logement personnel à Neuilly et cet autre loué dans le 17^e arrondissement de Paris. On peut aussi bénéficier des conseils avisés d'un ex-ministre du Budget, d'une certaine complaisance des gouvernements successifs et de l'administration fiscale... Évidemment, ça ne peut pas nuire non plus d'être la troisième fortune de France, totalisant 17,5 milliards d'euros.

De plus, Mme Bettencourt

est loin d'être la seule à agir ainsi : selon la Cour des comptes, les entreprises ont dissimulé au fisc 172 milliards d'euros, soit un peu plus que les 150 milliards de déficit annuel du budget de l'État.

Cette pauvre vieille dame riche peut néanmoins se rassurer : avec la baisse du taux de l'ISF (divisé par trois dès 2011), et la persistance du bouclier fiscal sur les revenus 2011, elle ne paiera alors, à revenus et patrimoine constants, et même en déclarant tout, que 4 % de ses revenus... comme un salarié à 1 300 euros net par mois.

Hervé BOIDET

Moins de métiers ouverts aux étrangers

Le gouvernement va modifier la liste des métiers permettant aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne d'obtenir un titre de séjour. Près de la moitié des métiers disparaîtront ainsi de cette liste. Hormis dans le téléconseil et la télévente, il n'y aura plus de métiers qui ne soient pas spécialisés ou très qualifiés. Les métiers du bâtiment (sauf dessinateur industriel) et de l'informatique, notamment, ont été retirés. De plus chaque préfet pourra désormais retirer des métiers de la liste, selon son bon vouloir, c'est-à-dire en

fonction des calculs politiques et des besoins du patronat local.

Ces métiers ne permettaient de toute façon qu'une immigration dérisoire. Ils ont permis en 2010 à 20 000 étrangers d'obtenir des titres de séjour, dont 4 000 à peine correspondaient à une entrée sur le territoire, les autres n'étant qu'un changement de statut. Mais Guéant et Sarkozy n'allaient pas manquer une occasion de pointer du doigt les étrangers.

Ludovic BAZIET

• Dette américaine

Derrière les jeux politiques, la menace d'un krach mondial

Les États-Unis risquent «un choc grave» vient de déclarer le FMI (Fonds monétaire international). En effet, vu le niveau de la dette publique des États-Unis, le Trésor américain a déclaré qu'il ne pourrait tenir ses engagements financiers que jusqu'au 2 août. Faute d'une décision des autorités relevant avant cette date le plafond autorisé d'endettement de l'État le plus riche de la planète, celui-ci ne pourra plus emprunter pour financer son budget. Et il se retrouvera en cessation de paiement.

croissant des États-Unis ne date pas d'hier : il est lié à leur situation de première puissance mondiale. Depuis des décennies, l'Amérique a financé sa crois-

en faisant marcher la planche à billets.

La chose a pris une tournure publique, qui a contribué à l'aggraver, quand l'endettement de



sance – ou plutôt celle des profits de ses grands groupes – à crédit. Son État a émis de la dette, certain que ses bons du Trésor locomotives mondiales que jouent l'économie et la monnaie américaines. Si une telle situation survenait outre-Atlantique, elle déboucherait tôt ou tard sur un séisme planétaire à côté duquel la crise de 2008 ferait figure de bluette.

L'endettement public

l'État, qui dépasse 14 000 milliards de dollars (record mondial absolu), a pulvérisé son plafond réglementaire. Techniquement, il suffirait que le Sénat et la Chambre des représentants autorisent le gouvernement américain à relever ce plafond pour qu'il puisse continuer à s'endetter en faveur de ses capitalistes. Sur cet objectif, les deux partis de la bourgeoisie américaine, les démocrates au gouvernement

et les républicains dans l'opposition, n'ont aucun désaccord. Mais à l'approche de l'élection présidentielle de 2012, leur rivalité s'avive et, depuis des mois, ils se livrent à un bras de fer sur cette question devant l'opinion.

Obama et les démocrates parlent de réduire la dette de l'État en augmentant certains impôts et en économisant 1 650 milliards de dollars de dépenses sur dix ans, notamment dans le secteur social. Ils veulent donc faire d'abord payer la dette aux plus démunis. Les républicains aussi. Mais aiguillonnés par les ultra-conservateurs du Tea Party, ils disent refuser tout nouvel impôt et exigent que l'on coupe 3 000 milliards dans les dépenses sociales. Et comme ils ont la majorité à la Chambre des représentants, ils ont réussi à empêcher tout accord depuis des mois.

Maintenant, Obama se dit prêt à passer outre au blocage républicain. Mais sur fond de spéculation débridée autour de l'endettement des États, la rivalité entre politiciens américains pour savoir comment mieux faire payer la dette publique à la population laborieuse a fini par ébranler la confiance des « marchés » dans la signature même de

l'État le plus riche.

Récemment, le plus important fonds obligataire du monde, Pimco, a réduit à zéro sa détention de bons du Trésor américain, déclarant ne plus avoir confiance dans la capacité de Washington à gérer sa dette. Et ces jours-ci, les Bourses américaines ont plongé, comme le dollar par rapport au yen, au franc suisse et à l'euro, une situation mise à profit par les milieux de la finance qui spéculent sur les monnaies.

Soucieux d'éviter tout ce qui pourrait déstabiliser encore plus la planète financière, le FMI a pressé les autorités américaines de relever leur plafond d'endettement. Sinon, dit-il, il pourrait s'en suivre « un choc grave pour l'économie américaine et pour les marchés mondiaux ».

Républicains et démocrates trouveront peut-être au dernier moment un compromis. Mais le fait est que l'État le plus puissant au monde est menacé par l'envolée de sa propre dette, autrement dit par les cadeaux incalculables qu'il fait aux capitalistes américains. Et il pourrait précipiter le monde à sa suite dans une catastrophe majeure.

Pierre LAFFITTE

• Espagne

Le mouvement des « Indignés »

L'apolitisme, un choix politique qui mène à l'impasse

Dimanche 24 juillet, ce sont sans doute quelque trente mille personnes, venues de différentes régions d'Espagne, qui se sont retrouvées dans les rues, les places, les avenues de Madrid pour défilier derrière les banderoles du Mouvement du 15 Mai, autrement dit le mouvement des « Indignés ».

C'est la preuve que ce mouvement continue, même pendant l'été. Au cours des deux derniers mois, il a fait descendre des millions de jeunes et de moins jeunes dans la rue, il a organisé des occupations prolongées de grandes villes dans de nombreuses villes afin de protester contre la régression sociale, la corruption des politiques, la toute-puissance de banques échappant à tout contrôle, l'absence d'avenir pour une jeunesse massivement au chômage. Et aujourd'hui il montre sa vitalité.

Malheureusement, ceux qui l'impulsent n'ont visiblement pas le souci de donner aux classes populaires une perspective pour changer réellement les choses et prendre en main les rênes de la société. C'est là un choix de leur part. Un choix politique qu'ils font au nom d'un apolitisme présenté par les leaders de fait du mouvement comme la seule

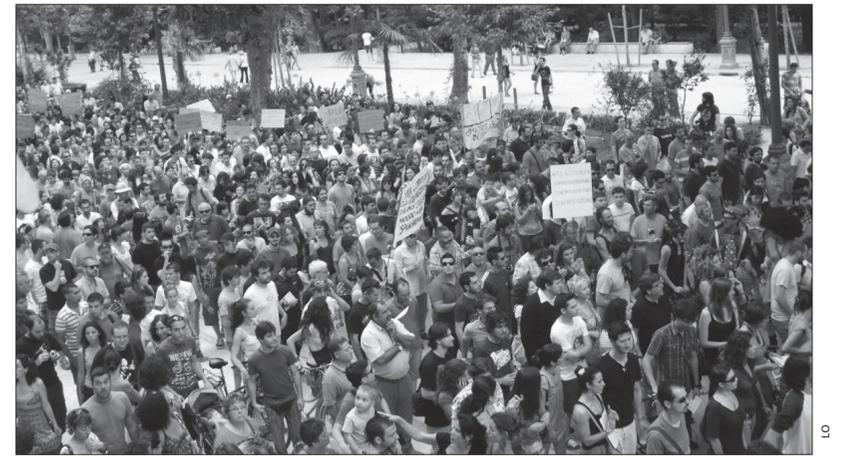
façon d'en garantir l'unité.

« Le peuple uni ne sera jamais vaincu », entend-on souvent dans les cortèges. Mais derrière le terme « uni », il y a l'idée qu'il ne faut pas faire apparaître les différences d'idées, les différentes conceptions politiques, les intérêts de classe. Comme si la discussion, les débats affaiblissent ceux qui contestent les injustices et veulent changer la société. Et gare à qui sort le drapeau rouge, ou même le drapeau républicain. Gare à qui se dit communiste ou anarchiste ou arbore ouvertement une étiquette politique ou syndicale. Dans ce que les inspirateurs du mouvement appellent la « vraie démocratie », il n'y aurait d'après eux pas de place pour la notion de classe sociale. Et plus les semaines passent, plus on se limite à parler de féminisme, d'écologie, de régulation des banques. Et s'il est toujours question de dénoncer le fléau social qu'est le chômage, le problème de savoir comment interdire les licenciements, comment imposer au patronat le partage du travail, par exemple, est écarté. Il n'en est question que dans des assemblées de quartier où des militants syndicaux, ou encore des militants de gauche ou d'extrême gauche posent ces problèmes, qui sont d'ailleurs facilement discutés par les travailleurs présents ou les familles...

C'est sans doute autour de la lutte contre les expulsions de

où les résolutions ont concerné la réforme démocratique des élec-

qui sont conscients du rôle possible des classes populaires de



familles qui n'arrivent plus à payer les traites des logements qu'elles ont achetés à crédit que sont organisées les actions les plus combatives. Mais la lutte contre les régressions sociales imposées par la crise économique que traverse l'Espagne, comme le Portugal ou la Grèce, n'est pas l'objectif numéro un du mouvement actuel. C'est en tout cas ce qui est apparu à l'issue du forum social tenu par quelque 200 ou 300 délégués du Mouvement du 15 M, le lundi 25 juillet,

la protection de l'environnement et la régulation du système bancaire.

Mais il reste pourtant une chose essentielle dans le développement et le maintien de ce mouvement : il a montré que face à la situation il était possible d'organiser des réactions collectives et que, derrière la passivité apparente de la société, des millions de gens veulent lutter pour que cela change.

C'est maintenant à tous ceux

préparer le monde ouvrier, la jeunesse, à mener les luttes sociales et politiques nécessaires pour imposer des reculs aux capitalistes et aux hommes politiques de droite comme de gauche qui sont à leur service. Les militants les plus conscients de la classe ouvrière peuvent avoir un rôle essentiel pour préparer les luttes sociales de demain et y entraîner les autres.

Henriette MAUTHEY

• Chili

2 400 mineurs en grève pour les salaires

Près de 2 400 travailleurs de la plus grande mine privée de cuivre au monde, La Escondida, perchée à 3 100 m d'altitude et située à près de 1 400 km de Santiago, au nord du Chili, sont en grève depuis jeudi 21 juillet, principalement pour une prime de production de 10 800 dollars net par an (7 500 euros).

produit 3 000 tonnes par jour, plus de 1,1 million de tonnes par an, près de 7 % de la production mondiale et presque le cinquième de celle du Chili (5,6 millions de tonnes annuelles).

Les mineurs sont en colère parce que leur prime de production a baissé ces dix derniers mois, passant de 300 000 pesos mensuels à 90 000 (de 650 dollars à 195), alors que le prix du cuivre, lui, a plutôt tendance à

Les mineurs rescapés de 2010 portent plainte contre l'État

Trente et un des trente-trois mineurs chiliens qui, l'été 2010, étaient restés bloqués plus de deux mois au fond de la mine de San José ont porté plainte contre l'État pour préjudice moral et faute de service.

Cette mine d'or et de cuivre, appartenant à un groupe privé, avait été fermée en 2007 suite à un accident mortel, et ouverte l'année suivante avec l'accord du Service national de géologie et des mines, un organisme d'État. Or, selon leur avocate, des mises aux normes exigées n'avaient pas été réalisées, notamment en ce qui concerne la

ventilation et les galeries de secours. Les mineurs réclament de l'État une indemnisation de 500 000 dollars chacun.

Après leur sauvetage, ils avaient été fêtés comme des héros et le président chilien en avait profité pour se faire valoir. Mais cela n'avait rien changé aux conditions de travail et à l'insécurité dans les mines chiliennes, notamment dans les petites ou moyennes, ni au fait que les services gouvernementaux continuent de fermer les yeux sur tous les manquements.

M.L.

monter. La direction se plaint de perdre 30 millions de dollars par jour du fait de la grève, sans même réaliser qu'elle montre, en avouant ces chiffres, qu'elle est tout à fait en mesure de satisfaire la revendication des mineurs. Un de leurs dirigeants syndicaux a même évalué son coût à 0,58 % seulement de ses profits.

Les mineurs dénoncent aussi, entre autres, un système de télé-surveillance de type policier, de mauvaises conditions de travail qui provoquent un taux élevé de maladies graves, comme des cancers, et de ne pas pouvoir bénéficier de congés tous les jours fériés.

Il est à noter que ce mouvement a éclaté dix jours après une grève d'avertissement de 24 heures de 17 000 travailleurs de Codelco, entreprise d'État plus grande productrice de cuivre au monde (11 % de la production mondiale), contre un plan de réorganisation que ces travailleurs voient comme le prélude à des mesures de privatisations.

Pierre LEMAIRE

• Israël

Contre la vie chère, les protestations s'amplifient

Venus de tout le pays, plusieurs dizaines de milliers d'Israéliens ont manifesté samedi 23 juillet à Tel-Aviv contre le coût élevé du logement dans le pays. Les prix de l'immobilier ont en effet connu une envolée spectaculaire : à Tel-Aviv, les loyers ont ainsi augmenté de 73 % en l'espace de six ans ! Dans ces conditions, trouver un logement décent à un prix raisonnable, quand on est étudiant ou que l'on gagne un bas salaire, est devenu mission impossible.

Cette situation de pénurie de logements à des prix abominables, de carte blanche donnée aux spéculateurs fonciers, etc., est le résultat de la politique de tous les gouvernements depuis des années, de celui de Benjamin Netanyahu comme de ses prédécesseurs travaillistes, qui n'ont cessé de consacrer une part croissante du budget aux dépenses militaires (qui atteignent aujourd'hui 7 % du PIB, contre 2 à 3 % dans la plupart des grands pays occidentaux), au mur érigé pour séparer Israël et la Cisjordanie, ou à la construction continue de logements et d'infrastructures dans les colonies

israéliennes de Cisjordanie. Et bien sûr toutes ces dépenses, en augmentation constante, ont été financées par des coupes dans les autres postes budgétaires, en particulier les dépenses sociales. La mobilisation a commencé il y a deux semaines lorsqu'une jeune femme de 24 ans a dû déménager parce qu'elle ne pouvait pas faire face à l'augmentation abusive du loyer de son petit appartement de Tel-Aviv. Indignée, elle a alors lancé un appel sur Internet, appelant les Israéliens à s'installer dans des tentes sur le terre-plein du boulevard Rothschild, un des plus huppés de la ville. À sa grande surprise, en quelques jours, des jeunes ont répondu à son appel et le mouvement a fait tâche d'huile dans les principales villes du pays. Et il a d'autant plus rapidement gagné en popularité que, récemment, un autre mouvement de protestation a contraint le gouvernement à reporter une hausse des taxes sur les carburants. Un appel au boycott a même abouti à la baisse du coût d'achat du fromage blanc, ou des produits de base du régime alimentaire israélien.

Il y a longtemps qu'il n'y avait pas eu de protestation sociale importante en Israël, et même si le mécontentement actuel a des limites, il est réconfortant de voir une partie de la population se mobiliser ainsi. À un moment où à un autre, c'est d'abord elle qui peut refuser de faire éternellement les frais de la politique guerrière de ceux qui la gouvernent.

Henri MARNIER

• Norvège

Un tueur fou, au nom d'idées délirantes

L'attentat d'Oslo et la tuerie sur l'île d'Utoya, le 22 juillet en Norvège, ont fait au moins 76 morts. Le tueur, Anders Behring Breivik, semble avoir agi isolément, indépendamment de tout groupe organisé, accomplissant un dessein personnel élaboré méthodiquement, de longue date et froidement exécuté.

Illuminé, il faut l'être pour exécuter ainsi des dizaines de jeunes, revendiquant fièrement son acte, selon lui « cruel mais nécessaire », en espérant être reconnu comme « le plus grand monstre jamais connu depuis la Seconde Guerre mondiale ». Breivik, qui s'affirme chrétien conservateur, a laissé sur Internet des justifications délirantes où se retrouvent pêle-mêle la haine des étrangers et en particulier des musulmans et du « multiculturalisme qui pourrait la Norvège ». Il évoque « l'usage du terrorisme comme un moyen d'éveiller les masses » et affirme

que « quand on décide de tuer, il est préférable de tuer en grand nombre plutôt que pas assez ». À travers ses cibles, les jeunes d'un camp de vacances du Parti travailliste et le siège du gouvernement, le tueur voulait selon ses dires viser l'idéologie « marxiste » responsable selon lui de l'ouverture des frontières et de la perte d'identité de l'Europe blanche et chrétienne.

Breivik est évidemment d'abord un tueur fou, fasciné par les armes et obsédé par le fait de tuer, si possible massivement. Mais ces idées, pour autant qu'on puisse les appeler ainsi, il ne les a pas inventées tout seul. Il est allé les puiser dans le fonds plus ou moins commun des partis d'extrême droite et de tous ceux qui manient le racisme et l'anticommunisme, avec une fascination plus ou moins avouée pour l'idéologie et les méthodes nazies et l'idée qu'il faudra bien, un jour et une bonne fois, massacrer ceux qui s'y opposent.

Il est vrai que, par ailleurs,

la plupart des dirigeants des mouvements d'extrême droite européens se défendent de toute responsabilité dans l'acte de Breivik. Mais même un Eric Beson, qui s'y connaît en xénophobie pour avoir joué sur ce registre, a dit s'interroger sur le rôle joué par l'idéologie d'extrême droite dans ce drame. Et il s'est quand même trouvé en Italie un dirigeant d'extrême droite, le député européen de la Ligue du Nord Mario Borghesio, pour déclarer, tout en condamnant « la violence », que « 100 % des idées de Breivik sont bonnes et parfois même excellentes ». Et si les dirigeants de l'extrême droite ne sont pas responsables de la folie de Breivik, ils sont au moins responsables de contribuer à répandre et banaliser les idées dont il s'est emparé.

Des idées dont l'acte de Breivik ne fait que rappeler où elles peuvent mener, et où elles ont déjà mené dans le passé.

Eric TOLIAN

• Corne de l'Afrique

Les discours hypocrites ne remplacent pas les aides

L'alerte à la famine dans la Corne de l'Afrique avait été lancée dès août 2010 par un responsable de l'ONU, mais il a fallu attendre la mi-juillet 2011 pour que les pays riches paraissent se mobiliser.

À l'initiative du gouvernement français, qui préside le G20, une réunion a été convoquée en urgence le 25 juillet à Rome par l'agence de l'ONU pour l'agriculture et l'alimentation, la FAO. À la suite du tapage médiatique autour de cette réunion, un peu de la situation tragique des populations concernées a été rapporté

par la presse.

Mais cette soudaine agitation internationale ne doit pas faire illusion. La conférence de Rome n'a donné que peu de résultats. D'abord, aucune liste complète de pays donateurs ni de montants des dons n'a pu être publiée. L'Espagne a annoncé 25 millions d'euros, la Norvège, tout petit pays, 50 millions, soit la moitié de ce que promet l'Union européenne, la France 10 millions... On est loin des besoins, estimés par l'ONU à 1,1 milliard d'euros pour l'année, dont 300 millions dans les deux mois.

D'autant plus qu'il faut se

méfier de ces annonces : certaines ne sont que le recyclage de promesses précédentes, non tenues, et le passé montre qu'il y a souvent une différence entre la somme annoncée et celle réellement versée. Et la réunion prévue le 27 à Nairobi, qualifiée de technique par ses organisateurs, ne devrait pas changer vraiment les choses.

Cette situation est d'autant plus révoltante que nombre de pays qui se sont réunis à Rome ont englouti sans discussion des sommes autrement plus importantes dans l'intervention en Libye, par exemple. La France aurait dépensé au moins 87 millions d'euros durant les trois premiers mois de cette guerre, la Belgique 36 millions, et un rapport fait à la Maison-Blanche estime qu'au 31 septembre prochain, les États-Unis y auront dépensé près de 800 millions d'euros. La guerre, c'est tout de même bien plus sérieux que la lutte contre la famine. Et surtout, cela sert de tout autres intérêts !

Pierre LEMAIRE



10 millions de personnes touchées par la famine

Selon l'ONU et diverses ONG, la Corne de l'Afrique connaît la pire sécheresse depuis soixante ans. Des millions de personnes sont menacées par la famine qui en résulte à Djibouti, en Éthiopie, en Somalie et au Kenya. En cause, une saison inhabituellement sèche, aux conséquences aggravées par la flambée des prix des produits alimentaires qui ont parfois été multipliés par cinq.

Un communiqué conjoint de la FAO, du PAM et d'Oxam souligne que « les populations nécessitant une aide d'urgence sont passées de 6,3 millions d'individus début 2011 à 10 millions aujourd'hui ». Et cette tragédie ne peut que s'aggraver du fait que la saison sèche commence à peine, et qu'il n'y aura pas de pluies avant au moins trois mois, alors que les greniers sont déjà vides.

À cette catastrophe s'ajoutent les dégâts causés par les conflits locaux, notamment en Somalie où une guerre de clans dure depuis 1991. Des dizaines de milliers de personnes fuient la Somalie pour le nord du Kenya où sont installés les plus grands camps de réfugiés du monde.

D'autres tentent de fuir vers le Yémen, avec tous les risques que comporte la traversée. Ainsi, au début du mois, 197 personnes sont mortes au large des côtes yéménites dans le naufrage du navire qui les transportait clandestinement.

De nombreux représentants d'ONG font état de scènes insoutenables et de « tragédie humaine aux proportions inimaginables ». Une porte-parole du Haut-Commissariat pour les Réfugiés témoigne ainsi à propos des camps en Éthiopie : « Le plus tragique pour nous, c'est de constater que des enfants arrivent si affaiblis qu'en dépit de nos soins (...) ils meurent dans les vingt-quatre heures. »

Et quoi qu'ils en disent, cette situation est pourtant loin d'émouvoir les dirigeants des grands pays. Les représentants de l'ONU dénoncent ainsi le fait que leurs agences n'ont reçu que la moitié du 1,6 milliard de dollars promis par les États membres pour les programmes d'assistance dans la région. À Djibouti, par exemple, les 39 millions de dollars demandés pour 2011 n'ont été couverts qu'à hauteur de 30%. Et les quelques millions d'euros supplémentaires promis récemment apparaissent bien

dérisoires face aux besoins. En fait, le Kenya n'intéresse que pour ses ressources touristiques et ses safaris, Djibouti que pour sa position stratégique et les implantations militaires qu'offre ce minuscule territoire.

La colonisation a laissé derrière elle une Afrique exsangue, des peuples divisés par des frontières arbitraires, une agriculture rudimentaire, des cultures vivrières qui reculent sans cesse devant les cultures industrielles destinées au marché mondial. Et aujourd'hui, institutions financières, banques et fonds de pension spéculent sur les cours des denrées alimentaires, le blé et le riz notamment, quand ils n'accaparent pas des dizaines de milliers d'hectares de terres cultivables pour leur seul profit. On en mesure les conséquences par la famine qui frappe aujourd'hui des millions d'hommes, de femmes et d'enfants.

Une tragédie qui juge et condamne définitivement ce système économique qui laisse mourir des millions de gens, car ceux-ci n'intéressent pas les marchés financiers et les gouvernements qui les protègent.

Roger MEYNIER

• Côte d'Ivoire

L'impérialisme français plus présent que jamais



L'armée française en intervention pour soutenir Ouattara, en avril 2011.

François Fillon, en voyage officiel en Côte d'Ivoire les 14 et 15 juillet, était clairement venu chercher les bénéfices du soutien militaire apporté par la France à Alassane Ouattara. « Nous sommes déterminés à rester votre partenaire le plus proche », a-t-il déclaré pour donner le ton en ouverture du forum économique franco-ivoirien auquel participait le gratin du patronat français. Cela ne l'a pas empêché d'affirmer avec une belle hypocrisie que « les critiques sur le thème de la Françafrique correspondent à des logiciels dépassés ».

Comme si ce n'était pas grâce au soutien de l'impérialisme français que le clan de Ouattara a fini par triompher de celui de Gbagbo et s'est emparé du pouvoir. « La France ne ménage pas ses moyens pour défendre les libertés », a déclaré Fillon à propos de l'intervention française. Mais de quelles libertés s'agit-il ?

Après une parodie d'élection qui n'avait pu départager les deux candidats, la France a choisi de soutenir manu militari Ouattara et celui-ci l'a finalement emporté. Cela n'améliore en rien le sort de la population de Côte d'Ivoire. La misère est toujours là, aggravée par les destructions de la guerre. Les bandes armées constituent encore aujourd'hui une menace pour la population des quartiers pauvres. Dans Abidjan, les anciens soldats de Ouattara rackettent à qui mieux mieux. Le clan victorieux se différencie d'ailleurs si peu des vaincus que Ouattara a pu intégrer à la nouvelle équipe au pouvoir

toute une série de ralliés de son rival déchu.

Mais la liberté dont parle Fillon, c'est surtout celle des patrons français qui l'accompagnaient de continuer à exploiter le pays, comme ils le font depuis l'indépendance. Il y avait là les dirigeants de Bouygues, dont les filiales détiennent une part prépondérante dans les travaux publics, la distribution de l'eau et de l'électricité, Bolloré, qui contrôle les ports, le transport maritime et ferroviaire, Total, propriétaire des stations-service du pays et des exploitations pétrolières en mer.

Alstom était également présent, sur les rangs pour la construction de barrages. Les responsables de la BNP Paribas n'étaient pas en reste, dans un pays où le secteur bancaire est entre les mains des sociétés françaises. L'important pour ces gens-là est que les affaires reprennent comme elles ont tourné sous tous les dictateurs soutenus par la France depuis plus de cinquante ans, à commencer par Houphouët-Boigny et son parti unique pour finir par Gbagbo lui-même, ex-grand ami de la France. Pour eux, la reconstruction de la Côte d'Ivoire sera tout bénéfique puisque Fillon a annoncé que deux milliards d'euros de dette ivoirienne seront convertis en investissements, dont ces groupes devraient largement profiter.

Et c'est bien pourquoi 300 soldats français resteront stationnés en Côte d'Ivoire, afin de continuer à veiller au grain !

Daniel MESCLA

• Rouen

Incendie au quartier de La Grand Mare Non aux immeubles cercueils !

La Grand Mare, un quartier populaire de Rouen, vient d'être endeuillé une fois de plus par la mort de deux enfants. Ceux-ci ont péri dans l'incendie d'un immeuble et personne n'ose parler de fatalité. La colère est grande car cet incendie vient après d'autres. Et d'autres suivront, si des familles continuent d'habiter des appartements qui peuvent brûler en quelques instants comme des boîtes d'allumettes.



Il s'agit d'immeubles, dits « Verre et Acier », construits entre 1968 et 1970 par l'architecte Marcel Lods, un architecte de renom, ce qui vaut à ces constructions d'être classées au titre des monuments historiques. Mais cette technique s'est avérée très vite dangereuse. Lors d'un incendie, ils brûlent rapidement : en vingt-cinq ans il y a eu ainsi onze morts. À la suite de divers accidents, la municipalité avait choisi de laisser inoccupée une partie de ces immeubles dont elle demandait la démolition. Mais une autre partie de ces bâtiments avait été rachetée par la société privée de HLM Immobilière

Basse-Seine (IBS), qui a fait quelques travaux de réhabilitation à moindre coût avant d'y loger des familles pauvres.

C'est là qu'il y a eu trois incendies, en mars 2009, en mars 2011 où un enfant est mort, et donc le 20 juillet dernier avec deux morts. Les habitants du quartier ont spontanément manifesté le jour même : « *Ras le bol de vivre dans des boîtes d'allumettes* », « *Non aux cercueils à 500 euros par mois* », ont-ils crié.

Jusqu'à maintenant, le préfet avait refusé la démolition des immeubles inoccupés, car

ils ont été inscrits à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques par l'actuel ministre de la Culture. Devant l'insistance de la municipalité, la démolition vient d'être décidée. Mais pour les immeubles toujours occupés, la société IBS veut poursuivre la location.

Vendredi 22 juillet, les habitants ont manifesté à l'occasion d'une réunion organisée à la mairie de Rouen. Ils restent mobilisés et continuent à demander le relogement de tous les locataires des immeuble Verre et Acier.

Correspondant LO

• Bagnolet (Seine-Saint-Denis)

L'expulsion d'une trentaine de personnes par la mairie PCF Une décision indigne

La mairie PCF de Bagnolet a pris la responsabilité de jeter à la rue une trentaine de personnes. Cela fait suite à une expulsion qui avait déjà eu lieu, rue Victor-Hugo, en plein hiver, il y a un an et demi. Aujourd'hui c'est en plein mois de juillet, en espérant sans doute que cela passerait inaperçu, que la mairie a décidé de transformer plusieurs dizaines de travailleurs en SDF.

L'immeuble insalubre de la rue Robespierre appartient à la mairie. C'est donc elle qui a très officiellement demandé aux services de la préfecture de procéder à l'expulsion. Vendredi 22 juillet à l'aube, des dizaines de CRS sont venus exécuter l'ordre du préfet et de la mairie, ont jeté dehors les habitants et ont embarqué leurs biens, qui ont été « stockés » on ne sait trop où... à l'autre bout de l'Île-de-France, en Essonne. Plusieurs

habitants de l'immeuble, partis travailler sans soupçonner ce qui se préparait, ont trouvé en rentrant leur immeuble muré et leurs affaires emportées. La mairie n'a pris aucune mesure pour héberger les squatteurs, à l'exception d'une famille logée dans un hôtel pour quelques jours.

Jeter à la rue des travailleurs, dont certains sont sans papiers, est indigne et rien ne peut le justifier. Oh, certes, l'immeuble était insalubre et dangereux. Mais à qui la faute ? Certainement pas à ceux qui l'habitaient.

La mairie de Bagnolet n'est évidemment pas responsable de la politique scandaleuse du gouvernement, qui vient de réduire de 25% le budget alloué à l'hébergement d'urgence : le gouvernement Sarkozy garde ses milliards pour subventionner les banquiers et le grand

patronat, non pour loger les familles ouvrières. Pour autant, la mairie, en requérant l'aide de la police pour expulser des travailleurs, se rend complice de cette politique.

On aurait été en droit d'attendre d'un maire qui se prétend communiste qu'il mobilise les associations, la population, convoque la presse et les élus, pour mener la lutte contre la politique du gouvernement en matière de mal-logement. Il ne l'a pas fait. Il a préféré s'en prendre aux victimes, quitte à verser ensuite sur leur sort des larmes de crocodile.

Les élus de Lutte Ouvrière soutiendront toutes les actions allant dans le sens de la défense des expulsés.

Communiqué des élus de Lutte Ouvrière, Geneviève Reimeringer et Jean-Pierre Mercier, le 25 juillet

• Auchan – Perpignan

Ouverture du dimanche en toute illégalité

La direction de l'hypermarché Auchan de Perpignan a décidé d'ouvrir son magasin le dimanche matin du 31 juillet au 11 septembre, et ce en totale illégalité. Elle est parfaitement informée par la Direction départementale du travail de la réglementation en vigueur, qui lui interdit d'ouvrir le dimanche, et décide sciemment de l'enfreindre.

Les règles les plus élémentaires et obligatoires de consultation du personnel (vote du Comité d'établissement et consultation du Comité d'hygiène et de sécurité) n'ont pas été respectées. Elle déclare à qui veut l'entendre que la loi ne lui est pas applicable, mais rappelle aussi qu'elle pèse 575 emplois...

Les Unions départementales des organisations syndicales de salariés CFDT, CFE/CGC, CGT et FO ont été reçues à ce sujet par le représentant du préfet et la Direction départementale du travail, à qui elles ont réaffirmé leur opposition à la remise en cause du repos dominical. L'UPA (Union professionnelle artisanale), qui représente les petits commerces de Perpignan, a elle aussi fait savoir aux pouvoirs publics son opposition à cette ouverture. Et les autorités ont confirmé qu'Auchan serait en infraction.

Mais la direction d'Auchan – Perpignan, enseignante qui appartient à la famille Mulliez, une des plus grandes fortunes de France, n'a que faire de ce que pensent ses salariés, les organisations syndicales et même les pouvoirs publics.

Elle dit faire appel à des volontaires (un salarié ne peut en effet être obligé de travailler les dimanches, il faut son accord écrit), mais vu les bas salaires et la précarité des emplois, c'est un volontariat qui ressemble fort à une obligation ! De plus, la

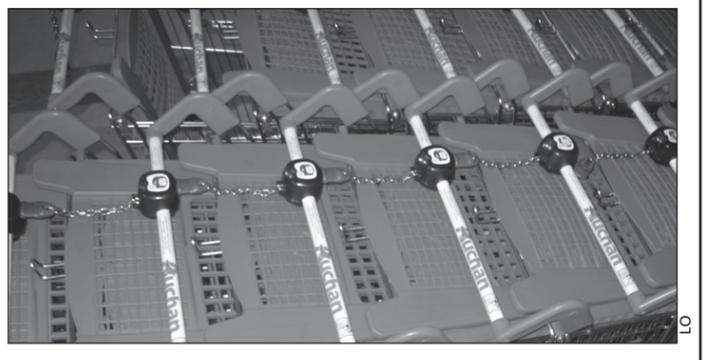
compensation financière prévue est en dessous de la compensation conventionnelle applicable aux cinq dimanches d'ouvertures exceptionnels autorisés chaque année avec l'accord du maire.

De plus en plus d'enseignes de la grande distribution profitent de la nouvelle loi du 11 août 2009 (loi Maillé, qui a confirmé le concept de « zone touristique » et introduit celui de « périmètres d'usage de consommation exceptionnelle (PUCE) ») pour ouvrir leurs magasins le dimanche matin ou même le dimanche toute la journée, légalement mais aussi et de plus en plus illégalement... Et si Auchan ouvre hors la loi les dimanches d'été, il y a fort à parier que d'autres enseignes tenteront de faire de même, à Perpignan (qui n'est pas en zone touristique) et ailleurs.

On risque donc d'assister à une banalisation du travail du dimanche dans la grande distribution, avec des compensations en termes de rémunération et de récupération tendant à disparaître. Ces ouvertures du dimanche se font au détriment de la vie sociale, familiale, personnelle, culturelle, associative. Elles ne créent pas de richesses supplémentaires : le pouvoir d'achat des ménages, déjà affaibli, ne leur permet pas de consommer davantage. Elles détruisent aussi plus d'emplois qu'elles n'en créent, et génèrent de la précarité : de l'aveu même de la directrice d'Auchan – Perpignan, aucune embauche supplémentaire ne sera effectuée.

La vigilance et la mobilisation sont nécessaires pour s'opposer à ce recul social. À Perpignan, après une conférence de presse, les organisations syndicales ont appelé à une action à l'occasion du premier dimanche d'ouverture prévu et donné rendez-vous ce dimanche 31 juillet à 8 h à l'entrée d'Auchan.

Correspondant LO



• Air France

Hôtesse, pilotes, mécanos...

Le mécontentement salarial reste bien là

Malgré le communiqué de victoire de la direction d'Air France, pressée de faire croire qu'était écartée la possibilité d'une grève des personnels navigants (hôtesse, stewards et pilotes) fin juillet-début août, la CGT, Sud et deux syndicats de pilotes ont décidé le 25 juillet de maintenir leur préavis de grève. Les navigants n'acceptent toujours pas la réorganisation de leur activité en « bases province » que la direction veut imposer sur les lignes intérieures et européennes, ce qui se traduirait par un « travailler plus pour un même salaire ».

Et il n'y a pas que dans ce secteur de la compagnie que le mécontentement, salarial notamment, se manifeste.

Chez les mécaniciens avion, le mouvement de débrayages

et de manifestations engagé en juin pour les 32 points (soit une augmentation d'environ 200 euros) continue.

À Orly Nord-Villeneuve, la direction veut ainsi sanctionner huit travailleurs qu'elle accuse d'avoir bloqué l'entrée du site. Résultat, à chaque fois qu'elle convoque un de ceux qu'elle menace, c'est une délégation de ses camarades qui l'accompagne. Cela a encore été le cas mercredi matin 27 juillet où une cinquantaine de travailleurs ont accompagné un des leurs.

À Roissy, mardi 26, malgré les vacances et de nombreuses absences, trois assemblées rassemblant plus de 300 mécaniciens de piste et d'atelier ont décidé de reconduire le mouvement. Ils ont notamment

décidé de faire grève le week-end suivant, en même temps que les hôtesse et les stewards.

Quant à la direction, qui ne lâche toujours rien sur les salaires, elle trouve le moyen de se plaindre de ce mouvement dans sa presse d'entreprise. Elle vient ainsi de reprocher au syndicat corporatiste des mécaniciens d'avoir une attitude qu'elle présente comme irresponsable, parce qu'après avoir accepté, selon ses dires, de se retirer de la grève, il aurait finalement suivi sa base qui, elle, veut continuer la grève.

Eh oui, syndiqués ou non, les mécanos de piste et d'atelier d'Air France en ont assez des salaires bloqués.

Correspondant LO

• RZF – Aramon (Gard)

La solidarité a payé



Les grévistes mobilisés devant l'entreprise pour soutenir leurs collègues.

Spécialisé dans la sélection, la production et la commercialisation de semences potagères, la filiale française de la société hollandaise RZF (Rijk Zwaan-France), située à Aramon dans le Gard, ne prend pas de gants avec les travailleurs.

La direction a récemment convoqué une ouvrière en vue de son licenciement, alors qu'elle était en maladie. Cela est d'autant plus choquant que le travail dans les serres ou en plein champ est particulièrement pénible. Dans les serres, la température peut atteindre 40°. Tous les ouvriers sont usés; ils ont des problèmes de dos, de tendinites, et rares sont ceux qui n'ont pas été opérés pour ces affections du travail.

Les salariés de RZF ont donc été profondément choqués lorsqu'ils ont appris le 8 juillet qu'une de leurs collègues ouvrières, présente depuis bientôt quinze ans dans l'entreprise,

appréciée de tous et ouvrière professionnelle irréprochable, était licenciée tout simplement à cause de son absence depuis deux mois pour raison de santé.

Questionné, le directeur n'a eu qu'une seule réponse: « Je n'ai aucun commentaire à faire... » Lundi 18 juillet, lors de l'entretien, la direction prétendait que l'absence de cette ouvrière perturbait gravement le bon fonctionnement de l'entreprise et qu'il fallait donc procéder à son remplacement définitif, c'est-à-dire à son licenciement! Une trentaine d'ouvriers et d'employés sont restés massés devant la porte pour accompagner leur camarade à cet entretien. À l'annonce du verdict de la direction, ce fut la colère et une partie des salariés décidait de cesser le travail dès le lendemain matin.

Devant l'entreprise et sous une pluie battante, les grévistes ont convaincu une grande partie du personnel, dont des cadres, de rester dehors afin

d'exiger le retrait pur et simple de la procédure de licenciement. Même ceux qui rentraient ressortaient pour prendre un café et discuter. Les caméras de FR3 étaient aussi là et, à la demande par le journaliste d'un entretien avec la direction, la réponse fut: « Non! »

Dans la matinée, la direction reculait en annonçant qu'elle proposait la réintégration de la salariée dans un autre service à un poste adapté à son état de santé. Afin de sauver une apparence de fermeté, elle rajoutait un ultimatum: la réponse devait être donnée dans la journée, sinon c'était la porte. Mais il était évident que l'ouvrière sanctionnée acceptait.

La nouvelle de sa réintégration a été accueillie dans l'euphorie générale et tout s'est terminé par un pique-nique collectif géant, cette fois à l'intérieur. Un bon début pour la première grève dans cette entreprise!

Correspondant LO

• Caisse d'allocations familiales – Nancy

Quatre licenciements pour l'exemple

À la Caisse d'allocations familiales de Meurthe-et-Moselle, quatre techniciens conseils embauchés en CDI depuis plus de deux ans viennent d'être licenciés pour une prétendue insuffisance professionnelle. La direction leur reproche de ne pas traiter suffisamment de dossiers d'allocataires. En réalité, elle veut faire un exemple. En sacrifiant ces jeunes techniciens, elle fait planer une menace sur l'ensemble des salariés qui, pour une raison ou une autre, n'atteindraient pas leurs objectifs de production.

Face à la crise et à la demande sociale grandissante, la CAF cherche à faire des économies. Au lieu d'embaucher, elle « rationalise », « mutualise », voire « externalise », pour mieux réduire les effectifs. Et comme la quantité

de travail augmente quand même, elle augmente la pression sur chacun.

La colère des travailleurs de la CAF face à cette politique inique s'est exprimée lors d'un débrayage d'une heure appelé fin juin par l'intersyndicale CGT-CFDT-FO, auquel plus de la moitié de l'effectif a participé. Mais les vacances limitent la possibilité d'une réelle mobilisation et, après plusieurs débrayages et des distributions de tracts aux allocataires, le mouvement a été suspendu jusqu'à la rentrée.

Face à une direction hautaine, le sentiment d'impuissance des salariés gagne parfois sur leur révolte. Mais la direction continue de jeter de l'huile sur le feu et l'indignation s'accumule.

Correspondant LO

• Arc International Arques (Pas-de-Calais)

Durand revitalise d'abord ses profits

Le 29 juin, Arc International (AI, ex-Verrerie Cristallerie d'Arques) a signé avec l'État une troisième « convention de revitalisation de l'emploi ». À grand renfort de communication dans les médias, la direction s'en félicite et met en avant son engagement de près de 1,5 million d'euros pour favoriser la création de 355 nouveaux emplois dans l'agglomération de Saint-Omer.

Les deux précédentes conventions en 2005 et 2008, dans lesquelles AI aurait dépensé près de 8 millions d'euros, auraient permis la création de 1 030 emplois. Mais ces chiffres sont manipulés. Parmi les emplois prétendument créés, beaucoup sont en fait des emplois déjà existants et externalisés, comme ceux de la chaudronnerie, du jardinage, les femmes de ménage parties chez GSF ou encore ceux repris par Alphaglass, une entreprise verrière qui a repris un four sur le site. AI s'est

ainsi débarrassé de plusieurs centaines de travailleurs et leurs nouveaux patrons ont aussi touché des aides pour les emplois « créés ».

Il est difficile de savoir combien l'État et les collectivités territoriales ont injecté d'argent public pour « accompagner » les suppressions d'emplois. Le montant serait de l'ordre de plusieurs millions d'euros. Par exemple, l'État a pris en charge la formation de 798 salariés d'AI, à hauteur de 43 % du coût total.

À les entendre, les dirigeants d'AI seraient très généreux avec les travailleurs avec ces 9,5 millions d'euros en cinq ans. Mais cela équivaut tout au plus à une soixantaine d'emplois rémunérés pendant cinq ans... Alors que, dans la même période, la famille Durand a détruit 4 500 emplois et porte la responsabilité de la montée importante du chômage et de la misère dans la région!

Correspondant LO

• Montupet - Fonderies du Poitou Alu Ingrandes (Vienne)

Les patrons ont déclaré la guerre Les travailleurs vont se défendre !

Cela faisait des mois, depuis la reprise des Fonderies par Montupet en janvier 2010 en fait, que les patrons étaient à l'offensive, multipliant les provocations contre les délégués, sanctionnant à tout propos, exerçant une pression de plus en plus insupportable pour aggraver l'exploitation. S'ils n'étaient pas allés – contrairement à ce que nous écrivions dans *Lutte Ouvrière* du 22 juillet – jusqu'à imposer la modulation des horaires, il en était effectivement question.

Le 13 juillet, à la fin d'une réunion de comité d'entreprise, la direction avait incidemment annoncé sa volonté de mettre en œuvre dès le début septembre un plan de « compétitivité », dont la principale mesure consistait à baisser les salaires de 15 %. Le choc avait

évidemment été rude, entraînant des débrayages suivis à 100 % dans toutes les équipes de production les 15 et 16 juillet. Lors d'un nouveau débrayage, le vendredi 22, les travailleurs ont décidé de se mettre en grève totale et de se retrouver tous en horaire de « normale » lundi 25 juillet, jour où se tenait une réunion du comité d'entreprise à l'occasion de laquelle les patrons devaient préciser leurs intentions.

Lundi 25, les représentants de l'intersyndicale ont exprimé ce refus unanime du plan patronal, refus qu'avait déjà exprimé une pétition de plus de 400 signatures (pour un effectif de 474 salariés). La direction, elle, a confirmé son plan inique. Ces hauts cadres bien payés, représentants de patrons et d'actionnaires riches, auxquels la fortune est arrivée sans qu'ils fournissent le moindre effort, ont confirmé sans frémir leur intention de

baisser les salaires. Comme si le travail de fonderie ne justifiait pas les payes ! Comme si les salaires n'étaient pas déjà insuffisants ! Et comme si Montupet, ses prédécesseurs et ses semblables n'avaient pas fait et ne continuaient pas à faire de juteux profits sur le dos des travailleurs !

Les patrons entendent donc baisser le salaire de base des travailleurs de production de 15 %. Mais l'attaque va au-delà : alors que l'horaire hebdomadaire est de 38 h 30, il passerait à 35 heures, payées 35 évidemment. La grille des salaires, actuellement un peu plus favorable que le régime général, serait remise en cause.

Le deuxième collègue n'est pas épargné, puisque le projet patronal prévoit la suppression de 14 jours de RTT, et le blocage des salaires pendant trois ans. Enfin, en ce qui concerne les structures non directement productives, elles devraient fournir une cinquantaine de salariés issus de tous services et appartenant aux trois collèges, qui seraient mis à la disposition des divers sites du groupe.

Même si la couleur était déjà connue, l'annonce du plan patronal a tout de même fait l'effet d'un coup de massue, chacun évoquant les difficultés auxquelles il est confronté : les enfants encore à l'école, les traites à payer, le salaire unique pour faire vivre la famille, etc. Mais il y avait de la colère aussi, contre ces patrons qui veulent



nous pressurer davantage, pour ensuite spéculer, quitte à mettre l'économie tout entière en faillite. On évoquait la Grèce, et puis aussi toutes ces entreprises où l'acceptation des sacrifices n'a en rien permis de sauvegarder les emplois.

La décision de la direction de n'envoyer que fin septembre (pour une application fin octobre) les lettres individuelles auxquelles chacun devra répondre pour accepter ou refuser la baisse des salaires, alors qu'elle avait laissé entendre que tout devrait être bouclé avant le 1^{er} septembre, a elle aussi été commentée. Les patrons ont-ils hésité devant les premières réactions ? Pensent-ils que, d'ici là, les travailleurs seront résignés à l'idée de trimer plus dur encore pour un salaire

lourdement amputé ?

Puisque les échéances – du moins en ce qui concerne la baisse de 15 % des salaires – sont reportées à la rentrée, la reprise du travail a été votée, en décidant de se retrouver tous en grève dès la première réunion patrons-syndicats début septembre.

La crainte de se retrouver au beau milieu des congés d'été (qui commencent vendredi 29 juillet) confrontés individuellement au choix pourri d'accepter la baisse du salaire ou de la refuser en craignant le licenciement a été écartée. Mais les travailleurs entendent bien mettre à profit les semaines qui viennent pour consolider leur front collectif et faire capoter le scandaleux plan des patrons.

Correspondant LO

• PSA – Aulnay-Sous-Bois (Seine-Saint-Denis)

Le beurre et l'argent du beurre

La direction de l'usine PSA d'Aulnay-sous-Bois a mis les ouvriers postés au chômage pour la première semaine de septembre. Ils seront payés à 75 % du salaire brut grâce à un accord signé entre l'État et PSA. Ce n'est pas le cas pour les quelques centaines d'employés, techniciens et agents de maîtrise (ETAM) qui ne seront pas

au chômage. Pourtant la direction ne veut pas les voir dans l'usine : elle leur demande alors de prendre cette semaine sur leurs congés. S'ils refusent, elle leur demande de prouver qu'ils ont du travail à faire, alors que ce serait plutôt à la direction de se justifier !

Le groupe PSA veut imposer

ses choix et économiser en fermant cette usine une semaine supplémentaire après les congés d'août. Aux ordres de la famille Peugeot, quinzième fortune boursière de France avec 3 milliards d'euros en Bourse... il a largement les moyens de payer la semaine à tous, et à 100 %.

Correspondant LO

• Magasin Ed – Nieppe (Nord)

Une salariée licenciée, accusée de vol de légumes

Une salariée du magasin Ed de Nieppe, dans le Nord, a été licenciée le 15 juillet pour faute grave, c'est-à-dire sans préavis ni indemnités. La direction l'accuse d'avoir volé des légumes défraîchis. « Le 1^{er} juin, un chef de secteur a voulu contrôler le coffre de ma voiture. J'ai refusé deux fois parce que j'estimais qu'il n'en avait pas le droit. Mais à la troisième, j'ai fini par accepter. Il a trouvé un sac poubelle avec les légumes dedans. L'après-midi, on m'a dit de rentrer chez moi », a raconté Peggy Gérard. Malgré une attestation d'un marchand affirmant qu'il lui avait bien remis les légumes pour ses lapins, la direction du magasin a confirmé le licenciement. L'employée a saisi un syndicat pour poursuivre la direction devant le tribunal des prud'hommes.

Accuser un salarié de vol est une pratique courante dans la grande distribution.

Dernièrement, un employé de Monoprix de Marseille avait été mis à pied et menacé de licenciement pour avoir récupéré six melons et deux salades dans une benne à ordures, des produits périmés destinés à la décharge. Devant la protestation de la CGT et la mobilisation de ses collègues de travail, il a finalement été réintégré.

Ces patrons de la grande distribution, dont dépendent aussi les hard-discount, n'ont que mépris pour leurs salariés : horaires fractionnés, temps partiels imposés, manque de personnel, bas salaires, auxquels ils ajoutent des accusations de vol. En tout cas, quand ils se retrouvent devant une grève comme l'ont menée les salariés de Monoprix en 2010 ou ceux de Carrefour Market il y a deux mois, celle-là, on peut dire qu'ils ne l'ont pas volée.

Marianne LAMIRAL

Au sommaire de *Lutte de Classe* n° 137

(juillet-août 2011)

- **La menace grandissante d'une nouvelle catastrophe financière**
- **France**
Le plan secret de Varin chez PSA : comment la bourgeoisie concocte ses attaques contre la classe ouvrière
- **Espagne**
Le mouvement du 15 mai (les Indignés)

- **Russie**
Régression sociale et remise en cause des droits des femmes
- **Sortir du nucléaire ?**
Avant tout, sortir du capitalisme !

Prix : 2 euros – Envoi contre 5 timbres à 0,60 euro



Les militants de Lutte Ouvrière à votre rencontre

Pendant tout l'été, des équipes de militants de Lutte Ouvrière parcourent différentes régions du pays pour discuter de la situation qui est faite au monde du travail.

Est-il normal que la vie devienne de plus en plus difficile pour la population laborieuse, alors qu'une minorité de riches continue d'accroître leur fortune ? Pourquoi Total et les compagnies pétrolières peuvent-elles rançonner impunément la population ? Comment se fait-il que les banques et les spéculateurs peuvent menacer impunément

l'économie de la planète, en rackettant les populations et en profitant du soutien des gouvernements ? Comment leur spéculation sur les produits alimentaires peut entraîner une véritable catastrophe pour des centaines de millions d'habitants des pays pauvres ?

Autant de questions qui amènent à constater la folie de cette société capitaliste, où la recherche du profit prime sur tout, pendant que les gouvernements, de droite comme de gauche, ne cherchent qu'à perpétuer

ce système aberrant et injuste. Autant de questions qui ne peuvent que faire monter la colère contre ceux qui dirigent la société et en profitent.

C'est de tout cela que les militants de Lutte Ouvrière veulent discuter avec tous ceux qui le souhaitent. Vous trouverez ci-dessous les villes où nous ferons étape. Vous pourrez également vous y procurer notre journal et nos brochures et rencontrer des militants de Lutte Ouvrière avec lesquels vous pourrez discuter du présent et... de l'avenir !



CENTRE - ALLIER

Jeudi 28 juillet : Montluçon (Allier)

Vendredi 29 juillet : Châteauroux (Indre)

Samedi 30 juillet : Vierzon (Cher)

NORD

Jeudi 28 juillet : Béthune (Pas-de-Calais)

Vendredi 29 juillet : Douai (Nord)

Samedi 30 juillet : Lens (Pas-de-Calais)

PROVENCE

Jeudi 28 juillet : Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône)

Vendredi 29 juillet : Vitrolles (Bouches-du-Rhône)

Samedi 30 juillet : Arles (Bouches-du-Rhône)

JURA - SAÔNE-ET-LOIRE

Lundi 1^{er} août : Mâcon (Saône-et-Loire)

Mardi 2 août : Le Creusot (Saône-et-Loire)

Mercredi 3 août : Chalon-sur-Saône (Saône-et-Loire)

Jeudi 4 août : Dole (Jura)

Vendredi 5 août : Beaune (Côte-d'Or)

Samedi 6 août : Lons-le-Saunier (Jura)

MANCHE - MAYENNE

Lundi 1^{er} août : Caen (Calvados)

Mardi 2 août : Cherbourg (Manche)

Mercredi 3 août : Saint-Lô et Granville (Manche)

Jeudi 4 août : Mayenne et Évron (Mayenne)

Vendredi 5 août : Fougères et Vitré (Île-et-Villaine)

Samedi 6 août : Laval (Mayenne)

ARDENNES - AISNE

Lundi 8 août : Soissons (Aisne)

Mardi 9 août : Laon (Aisne)

Mercredi 10 août : Saint-Quentin (Aisne)

Jeudi 11 août : Reims (Marne)

Vendredi 12 août : Charleville-Mézières (Ardennes)

Samedi 13 août : Sedan

(Ardennes)

LOIRE - DRÔME

Lundi 8 août : Roanne (Loire)

Mardi 9 août : Saint-Chamond (Loire)

Mercredi 10 août : Saint-Étienne (Loire)

Jeudi 11 août : Montélimar (Drôme)

Vendredi 12 août : Romans (Drôme)

Samedi 13 août : Valence (Drôme)

